
PROVOCATION !

Faisant suite à tous les débats publics, réunions publiques qui n'ont débouché sur rien en recherchant pourtant l'Union Nationale, le Président de la République "réinvente" le Conseil National de la Résistance en le rebaptisant Conseil National de la Refondation.

Il y "colle" tout le monde en passant par l'exécutif, le patronat, les syndicats, "la société civile", les associations etc... En clair, la recherche d'une nouvelle Union Nationale avec diagnostic partagé, colégislation et conduite de la politique économique, sociale...

Ce qui est oublié c'est que le Conseil National de la Résistance c'était d'abord la lutte contre l'occupant et la libération de notre pays. C'était aussi la nécessité de la reconstruction après la guerre, celle de se doter de tous les moyens pour cette reconstruction et celle de redonner aux Français ce qu'ils avaient perdu pendant 5 ans : leur liberté, leurs services publics, leur droit à s'approvisionner, à se soigner, à envoyer librement leurs enfants à l'école, leur droit de voter et d'exprimer leurs souhaits et la façon dont ils voulaient vivre.

Le Conseil National de la Résistance c'est le retour et l'arrivée de nouvelles nationalisations à EDF et GDF, à la SNCF, à la poste et aux télécommunications, à la RATP donnant aux Français l'égalité de traitement, la péréquation tarifaire, des services de qualité assurant sûreté et sécurité pour les personnes et les biens.

Le Conseil National de la Résistance c'est le retour de toutes les avancées garanties sociales de retraites, de sécurité sociale, de soins de qualité grâce à l'hôpital public, des finances publiques retrouvant leurs rôles, une police républicaine assurant sa mission de service public, la réouverture de toutes les écoles, des lycées, collèges et universités et la construction de nouvelles installations dans le même temps où des emplois étaient créés dans tous les secteurs.

Le Conseil National de la Refondation c'est quoi si ce n'est la déconstruction de tout ce qu'avait fait le Conseil National de la Résistance comme d'ailleurs le préconisait Denis Kessler du patronat il y a quelques années en arrière :

- Privatisation avec l'ouverture à la concurrence d'EDF, de GDF, de la SNCF et de la RATP.
- Privatisation de la poste et des télécoms depuis plusieurs années, ainsi que des finances publiques.
- Recherche de la privatisation de l'école publique républicaine.
- Démolition des services de santé et particulièrement de l'hôpital avec fermetures de lits, de services d'hôpitaux de proximité de suppression de personnel et ce depuis des années conduisant aux déserts médicaux, à la fermeture de services d'urgences.

- Contre-réforme des retraites avec l'allongement de la durée de cotisation, recul de l'âge de départ mais également de la fin des 42 régimes de retraites dont les régimes spéciaux.
- Durcissement de la loi sur l'assurance-chômage.
- Des annonces d'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux auxquels on ne croira que lorsqu'elles seront dans les portes monnaies alors que de plus en plus de Français vivent en-dessous du seuil de pauvreté.
- Une inflation qui galope et aucune mesure de blocage sur le prix des carburants, de l'énergie et même de l'eau.

Nous pourrions encore égrener pendant quelques pages les différences qui existent entre Conseil National de la Résistance et Conseil National de la Refondation.

Comment peut-on vouloir copier ce qui en 1945 redonnait l'espoir alors qu'aujourd'hui c'est le contraire qui se produit ?

On va encore vouloir nous entraîner dans ce "machin" comme on a essayé de vouloir le faire dans toutes les opérations "coms" des dernières années.
On va encore nous faire l'opération "Union Nationale".

Nous ne sommes pas dupes et nous savons très bien qu'au mieux c'est : je vous écoute, je fais semblant de dialoguer et je fais ce que je veux, au plus mal : je vous colle le 49-3 comme un certain ministre le déclarait il y a peu de temps encore.

En tous les cas vous aurez bien compris
que nous, nous avons compris !

Paris, le 7 juin 2022